

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Vive le Québec libre et débarrassé du libéralisme !

- International -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mai 2012

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici un article publié sur le site de l'Offensive socialiste (
<http://offensivesocialiste.wordpress.com>)

Perçant enfin le mur médiatique et l'indifférence presque totale des journalistes européens trop occupés à scruter les acteurs multimillionnaires au festival de Cannes, la mobilisation des étudiants québécois est venue nous rappeler avec force que le monde actuel est une poudrière qui peut s'enflammer à tout instant.

Un mouvement qui s'inscrit dans une contestation internationale du capitalisme

Des rues de Tunis à celles de Madrid et d'Athènes, c'est une nouvelle génération qui se lève depuis plus d'un an contre le carcan capitaliste que l'on veut imposer aux peuples. Le refus des politiques « austéritaires » se manifestent aux quatre coins de la planète tant sur le plan social que politique. Indignés de la Puerta del Sol en Espagne, mouvement des 99 % aux États-Unis, grèves générales répétées en Grèce, mobilisations étudiantes au Chili : l'année qui vient de s'écouler a démontré toute la force des oppositions multiples au libéralisme. Étudiants sans avenir, chômeurs sacrifiés, ouvriers licenciés, fonctionnaires précarisés... toutes les catégories sociales ont fait les frais des politiques d'austérité qui ravagent la planète pour le compte d'une poignée d'hyper-riches. La récente défaite de Sarkozy en France et le rejet clair des partis pro-austérité en Grèce semblent confirmer que le vieux monde libéral craque de toutes parts. C'est dans ce cadre international que s'inscrit la montée en puissance du mouvement étudiant québécois où des milliers de jeunes défient le pouvoir depuis plus de deux mois.

Un mouvement d'abord étudiant

La hausse de 82 % des frais d'inscriptions à l'université a conduit dans la rue toute une génération. Souvent obligés de financer leurs études par des petits boulots précaires et mal payés, la majorité des étudiants québécois ont immédiatement considéré cette augmentation comme inacceptable. Premier ministre de la province depuis 2003, le libéral Jean Charrest a choisi le bras de fer, rompant toute négociation et espérant que sa méthode forte lui permettrait de ressouder ses partisans et de diviser les organisations étudiantes. Jouant sur une réaction de peur dans l'opinion et sur le pourrissement de la lutte étudiante, le chef du gouvernement a longtemps pensé contenir cette agitation. Face à la détermination accrue des manifestants, de plus en plus nombreux au fil des semaines, le pouvoir a dû se résoudre à franchir une étape supplémentaire dans la répression de la grève étudiante. Le 18 mai, Charrest fait voter une loi (dite loi 78) restreignant drastiquement le droit de manifester, reportant les cours au mois de septembre pour éviter la contagion et prévoyant des amendes pouvant aller jusqu'à 35 000 dollars pour ceux qui bravent ces interdits ! Loin de faire rentrer les étudiants dans le rang, cette loi scélérate a décuplé leur détermination et commence à entraîner dans le mouvement les syndicats de salariés, d'enseignants et les parents d'élèves qui se solidarisent avec leurs enfants réprimés. Mercredi soir, c'est plus de 700 jeunes qui ont été arrêtés par la police de Montréal ! On tient là les ingrédients d'un cocktail explosif ressemblant à s'y méprendre au Mai 68 français où la répression des étudiants a conduit les travailleurs à la grève générale. Dans les grandes villes du Québec, les salariés sont descendus dans les rues par milliers ces derniers jours pour organiser des concerts de casseroles, rappelant les méthodes de lutte des adversaires de la dictature de Pinochet au Chili dans les années 80. Jean Charrest a déjà dû consentir à rouvrir les négociations avec les étudiants et à limoger sa ministre de l'Éducation.

Vers une généralisation du mouvement ?

L'élargissement du mouvement aux travailleurs risque de vite poser des questions plus larges. Le 1er ministre Charrest est devenu la cible de milliers de manifestants qui contestent désormais sa politique en bloc et vont jusqu'à remettre en cause la légitimité même de son pouvoir et de sa politique libérale. Lors de son premier mandat en 2003-2006, il avait déjà dû faire face à de puissantes grèves dans le secteur public. Son gouvernement a liquidé nombre d'acquis sociaux, a accéléré les privatisations pour aligner la province du Québec sur les standards de la mondialisation capitaliste. C'est cela que les milliers de manifestants contestent aujourd'hui et c'est bien Jean Charrest qui incarne cette marche forcée vers le libéralisme. L'unité entre les étudiants et les salariés peut alors tout emporter sur son passage. Elle pourrait aussi ouvrir enfin une nouvelle page politique du Québec en faisant sauter le couvercle d'un système verrouillé depuis des décennies par deux partis inamovibles : les libéraux d'un côté et les indépendantistes du PQ (parti québécois) de l'autre. Ce mouvement social a le mérite de substituer à la question nationale, la question sociale qui est l'élément central !

Quelle issue politique ?

La généralisation de la grève est loin d'être acquise mais elle est une possibilité réelle en ce 28 mai. La question de l'alternative risque alors de se poser très vite, notamment dans l'hypothèse d'une dissolution anticipée de la chambre des députés. Les organisations étudiantes comme la Classe ont montré leur combativité et leur force mais il manque, pour l'instant, d'un outil politique solide pouvant offrir un débouché de masse victorieux aux milliers de Québécois souhaitant tourner le dos aux politiques d'austérité. Le PQ, classé au centre-gauche de l'échiquier politique pourra difficilement tenir ce rôle tant ses précédents passages au pouvoir dans les années 80-90 n'ont pas démontré une volonté claire d'ouvrir des perspectives alternatives sur le plan économique et social. En ne liant pas assez la question de l'indépendance du Québec aux luttes sociales, il n'est jamais parvenu à son objectif premier : la souveraineté pleine et entière d'une province libérée de l'impérialisme anglo-saxon. Faute d'être un véritable parti de gauche capable d'être le relai des aspirations du mouvement social, il pourrait néanmoins tirer son épingle du jeu et rester le moyen qu'utilisent les salariés en lutte pour se débarrasser du parti libéral.

A l'heure actuelle, nos regards internationalistes sont rivés Montréal. Nous affirmons notre solidarité pleine et entière aux étudiants réprimés, à tous les jeunes en lutte de la province et aux salariés qui se mobilisent ! Abrogation de la loi 78 ! Élections anticipées immédiates pour en finir avec le Québec libéral et pour construire le Québec libre... et socialiste !

Julien Guérin